

In the interest of the child

- Centre de Recherche en Droit Public (CRDP) – Université de Montréal
- Canadian Association for Refugee and Forced Migration Studies (CARFMS)

Dr. Armin Boroumand
armin_boroumand@yahoo.com

Liste des mots :

English	Français
Child soldier	Enfant Soldat
Child labour	Travail des enfants
Child pornography	Pornographie enfantine
Forced Labour	Travail forcé
Unaccompanied Child	Enfant non-accompagné
Unaccompanied Minor	Mineur non-accompagné
Separated children	Enfant séparé
Immigration detention of children	Rétention d'enfants migrants
Council of Europe	Conseil de l'Europe
Best interests of the Child	L'intérêt supérieur de l'enfant
Family unity	Regroupement familial
Access to education	L'Accès à l'éducation
Release of Migrant children from detention	Remise en liberté des enfants migrants
Alternatives to detention	Solutions alternatives à la rétention
Child-Sensitive Community Assessment and Placement (CCAP) model	Modèle d'évaluation de la Communauté et de placement adapté à l'enfant
Age identification – Age Assessment	Identification de l'âge – détermination de l'âge
Legal representative	Représentant légal
Legal guardianship	Tutelle légale
Resolutions	Résolutions
Guidelines	Directives
European Union	L'Union Européenne
European Court of Human Rights	Cour européenne des droits de l'homme
European Court of Justice	Cour européenne de justice
European Social Charter	Charte Sociale Européenne

European Convention on Human Rights	Convention européenne des droits de l'homme
Council of Europe Convention on Action against Trafficking in Human Beings	Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains
Child Victims of Trafficking	Enfants victimes de la traite
Council of Europe Convention on the Protection of Children against Sexual Exploitation and Sexual Abuse (Lanzarote Convention)	Convention du Conseil de l'Europe sur la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels (Convention de l' Lanzarote)
Urgent monitoring round (Lanzarote Committee on the protection of Children Affected by the refugee crisis from sexual exploitation and sexual abuse)	Cycle de suivi urgent (Comité de Lanzarote sur la protection des enfants touchés par la crise des réfugiés de l'exploitation et des abus sexuels)
The Group of Experts on Action against Trafficking in Human Beings (GRETA)	Le Groupe d'experts sur la lutte contre la traite des êtres humains (GRETA)
Refugee	Réfugié
Asylum seeker	Demandeur d'asile
Forced Migration	Migration forcée
Migrants in an irregular situation	Migration en situation irrégulière
Sexual orientation	Orientation sexuelle
Awareness-raising	Sensibilisation
Preventive measures	Mesures préventive
Sexual exploitation	Exploitation sexuelle
Child prostitution	Prostitution enfantine
Grooming	Sollicitation d'enfants à des fins sexuelles
Aggravating circumstances	Circonstances aggravantes
Jurisdiction	Compétence
Participation of a child in pornographic performances	Participation d'un enfant à des spectacles pornographiques
Sexual abuse	Abus sexuel
Assistance to victims	Assistance aux victimes
Physical recovery	Rétablissement physique
Armed Conflict	Conflit armé
Council of Europe Strategy for the Rights of the Child (2016-2021)	La Stratégie du Conseil de l'Europe sur les droits de l'enfant (2016-2021)
Council of Europe Parliamentary Assembly End Immigration Detention of Children Campaign	La Campagne parlementaire du Conseil de l'Europe pour mettre fin à la rétention d'enfants migrants
Displaced Children	Enfant déplacé
Council of Europe Ad hoc Committee for the Rights of the Child (CAHENF)	Le Comité ad hoc du Conseil de l'Europe pour les droits de l'enfant (CAHENF-2016)

Drafting Group of Experts on Children's Rights and Safeguards in the Context of migration (CAHENF-Safeguards) 2016	Groupe de rédaction d'experts sur les droits de l'enfant et des garanties dans le contexte de la migration (CAHENF-Garanties) 2016
Special representative of the Secretary General on Migration and Refugees	Représentant spécial du Secrétaire Général sur les migrations et les réfugiés
Organization for Security and Co-operation in Europe (OSCE)	Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE)
Recast Directive	Directive de refonte
European Agenda on Migration (2015)	Agenda Européen en matière de Migration
Common European Asylum System (CEAS)	Régime d'asile européen commun
Dublin Regulation	Règlement de Dublin
Female genital mutilation	Mutilation génitale féminine
Dublin system	Système de Dublin
Eurodac System	Système Eurodac
The Charter of Fundamental Rights of The European Union	La Charte des droits fondamentaux de l'Union Européenne
Vulnerable persons	Personnes vulnérables
The EU Fundamental Rights Agency	Agence des droits fondamentaux de l'Union Européenne
European Council on Refugees and Exiles(ECRE)	Le Conseil européen pour les réfugiés et les exilés
Asylum Database Information (AIDA)	Base de données sur l'Asile en Europe
European Migration Network (EMN)	Réseau européen des migration(REM)
Connect (European Commission Reference document on unaccompanied children)	Connect
Child Participation (The right to be heard)	Le droit de l'enfant à la participation (le droit d'être entendu)
European Toolkit for Schools	Boîte à outils européenne destinée aux écoles
Frontex	Frontex
Asylum, Migration and Integration Fund(AMIF)	Fonds asile, Migration et intégration(AMIF)
Action Plan on Unaccompanied Minors (2011-2014)	Plan d'Action pour les mineurs non accompagnés (2011-2014)
Access to Accommodation	Accès au logement
Eurochild	Eurochild

Protocol to Prevent, suppress and Punish Trafficking in persons, especially Women and Children	Protocole additionnel à la Convention des Nations Unies contre la Criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants
--	---

Enfant Soldat : Si de nombreux textes et protocoles internationaux interdisent l'enrôlement et l'utilisation des enfants soldats, aucun n'en donne une définition précise et universelle. Toutefois, la grande majorité des ONG et des institutions onusiennes reprennent la définition des « principes du Cap » formulés par l'UNICEF et un groupe d'ONG lors d'une conférence en 1997. Selon celle-ci : un « *enfant soldat* » est toute personne de moins de dix-huit ans qui fait partie d'une quelconque force armée ou d'un quelconque groupe armé, officiel ou non, en quelque qualité que ce soit notamment, mais non exclusivement, en tant que combattant, cuisinier, porteur, messenger ou tout accompagnateur de tels groupes, autre que des membres de la famille. Cette définition comprend également les filles recrutées à des fins sexuelles ou pour un mariage forcé. Elle ne se limite donc pas seulement aux enfants qui portent ou ont porté des armes. Certains garçons et certaines filles ont pu être enlevés ou recrutés de force ; d'autres ont été amenés à se joindre à des groupes armés du fait de la pauvreté, de la violence ou de la discrimination, de pressions sociales ou de pression d'autres jeunes, ou pour se venger d'actes de violence commis à leur encontre ou à l'encontre de leur famille.

Les « enfants soldats » sont souvent appelés « *enfants associés à des groupes et des forces armés* » (EAFGA) par les agences de protection de l'enfance, afin d'insister sur l'importance des programmes inclusifs qui appuient tous les enfants soldats, en non pas seulement ceux qui transportent une arme. La définition d'un enfant associé à des groupes et des forces armés est intentionnellement large, parce qu'elle vise à étendre la protection au plus grand nombre possible d'enfants dans les programmes de rétablissement.

Si le Conseil de l'Europe s'intéresse à la situation des enfants pendant les conflits armés¹, il n'est pas la seule organisation européenne à le faire. Depuis 2003, l'Union européenne tente de faire pression sur les États avec lesquels elle entretient des relations commerciales pour faire cesser la pratique des enfants soldats. Il ne semble pas que cette politique soit davantage couronnée de succès².

¹ Voir à cet égard, les instruments suivants du Conseil de l'Europe : Résolution 121(2000), Résolution 1570(2007), Résolution 1587(2007), 1676(2009) et la Recommandation 1873(2009)

² Armin Boroumand, L'exploitation des enfants par le travail en droit international, européen et iranien (étude normative comparée), thèse, droit comparé, Université de Strasbourg, 2013, p.346.